

Faut-il fermer les écoles à l'association L214 ?



L'association L214 affirme venir dans les classes pour défendre les droits des animaux. - Crédit: CHARLES PLATIAU / REUTERS

Le gouvernement recommande aux responsables d'établissements scolaires de décliner les propositions d'interventions de l'association pour la défense du droit des animaux.

La note interne, datée du 17 janvier, émane du ministère de l'Éducation nationale et du ministère de l'Agriculture. Son objet ? La « **collaboration avec les associations en matière d'éducation à l'alimentation** ». Elle est notamment adressée aux responsables d'établissements scolaire, inspecteurs d'académie et directeurs régionaux d'agriculture. Le courrier indique que « **des signalements nous ont été adressés concernant des propositions d'interventions ou envois de supports de différentes associations se revendiquant du « véganisme » ou de « l'anti-spécisme », et en particulier l'association L214** ».

Les ministères précisent que [L214, qui défend les droits des animaux](#), ne s'inscrit pas dans le cadre des ressources pédagogiques utilisées en classe. Sans prononcer d'interdit, ils appellent à « **privilégier** » les « **intervenants formés et issus d'associations conventionnées ou agréées par l'Éducation nationale** ».

Cette fameuse liste de 195 associations, comme Amnesty International et Action contre la faim, ne compte aucun organisme dédié à l'alimentation. Il n'est pas obligatoire d'y figurer pour intervenir dans les classes. L'autorisation d'un inspecteur académique pour le premier degré et du chef d'établissement pour le second degré suffit. Ces interventions, validées par l'équipe pédagogique, doivent s'intégrer à un projet de l'école.

L'association édite une revue pour les enfants

Depuis plusieurs mois, l'association L214, à travers son « département Éducation », propose des interventions en milieu scolaire et envoie aux établissements une revue éditée par ses soins à destination des enfants : *Mon journal animal*. La démarche a déclenché l'ire du monde agricole.

Dominic Hofbauer, de L214 Éducation, affirme que les propositions d'intervention en classe portent sur la protection

des animaux et les conditions des animaux de production. Il dément vouloir dire aux élèves « **quoi faire et manger** » bien qu'il mette en avant un « **large éventail de comportements alimentaires responsables** ». Et reconnaît que le « **climat polarisé** » actuel complique les choses de son côté. Avec son équipe, il prépare un dossier pour « **avril-mai** » afin d'intégrer la liste des associations agréées par l'Éducation nationale.

La FCPE n'est pas contre

Rodrigo Arenas, coprésident de la Fédération des conseils de parents d'élèves (FCPE), ne voit pas d'inconvénient à ce que des associations comme L214 viennent en classe, du moment que les intervenants sont bien encadrés par le corps enseignant. « **Il ne s'agit pas d'ouvrir la porte à n'importe qui, mais il ne faut pas la fermer non plus** », estime-t-il.

Une « volonté de choquer » ?

Du côté du ministère de l'Agriculture, on considère que L214 a pour « **volonté de choquer** » l'opinion et veut tout simplement mettre fin à la consommation de produits issus de l'exploitation animale. De l'*agri-bashing* qui passe mal.

D'après le ministère de l'Éducation nationale, des interventions ont déjà eu lieu, sans qu'elles ne soient forcément préparées avec les enseignants en lien avec les programmes et « **elles ne se font pas toujours, selon les animateurs, dans le cadre du respect de la neutralité, principe du service public d'éducation** ».

Camille MORDELET.

Paris, le 17 JAN. 2019

Le ministre de l'éducation nationale et de la jeunesse

Le ministre de l'agriculture et de l'alimentation

à

Mesdames les rectrices et messieurs les recteurs d'académie

Mesdames les inspectrices et messieurs les inspecteurs d'académie, directrices et directeurs académiques des services de l'éducation nationale

Mesdames les directrices et messieurs les directeurs régionaux de l'agriculture, de l'alimentation et de la forêt

À l'attention de mesdames les cheffes et messieurs les chefs d'établissement

Mesdames les inspectrices et messieurs les inspecteurs de l'éducation nationale chargés du 1^{er} degré

Objet : Collaboration avec les associations en matière d'éducation à l'alimentation

Le ministère de l'éducation nationale et de la jeunesse et celui de l'agriculture et de l'alimentation sont très attentifs à la qualité des partenariats menés pour le développement d'actions en direction des élèves ou pour la formation des personnels de l'éducation nationale et de l'enseignement agricole.

Dans le cadre de la promotion de la santé et plus particulièrement de l'éducation à l'alimentation, les ressources pédagogiques utilisées en classe doivent avoir été élaborées en lien avec l'éducation nationale, être en ligne sur le portail « Education à l'alimentation » d'Eduscol ou bien sur le site de Réseau Canopé. Ces ressources doivent s'appuyer sur le programme national de l'alimentation (PNA) et le plan national nutrition santé (PNNS). L'éducation à l'alimentation doit en particulier permettre aux élèves d'apprendre à bien se nourrir, au travers d'une alimentation saine et équilibrée.

Direction générale de l'enseignement scolaire

Service du budget, de la performance et des établissements

Sous-direction de la vie scolaire, des établissements et des actions socio-éducatives

Bureau de la santé, de l'action sociale et de la sécurité

DGESCO B3-1
n°2018 - 0106

Affaire suivie par

Direction générale de l'enseignement et de la recherche

Service de l'enseignement technique

Sous-direction des politiques de formation et d'éducation

Bureau de l'action éducative et de la vie scolaire

Affaire suivie par

Ainsi, les interventions comme celles proposées par l'association L214 ne s'inscrivent pas dans ce cadre. Leurs ressources n'ont été aucunement développées en partenariat avec les services de l'éducation nationale ni avec les ceux du ministère de l'agriculture et de l'alimentation et l'association ne dispose pas d'agrément. Or, des signalements nous ont été adressés concernant des propositions d'interventions ou envois de supports de différentes associations se revendiquant du « véganisme » ou de « l'anti-spécisme », et en particulier l'association L214.

Dans l'éducation nationale, les animations d'intervenants extérieurs doivent faire l'objet d'une validation de l'inspecteur de l'éducation nationale dans le premier degré et du chef d'établissement dans le second degré. De plus, elles doivent être préparées en amont avec l'équipe éducative de l'école ou de l'établissement afin qu'elles se déroulent en co-animation avec un membre de cette équipe. En effet, il est essentiel que la mise en œuvre de partenariats ne soit pas le résultat de la seule sollicitation de partenaires mais se fonde sur une demande exprimée par l'équipe éducative dans le cadre du projet d'école ou d'établissement et réponde aux besoins identifiés à l'issue du diagnostic préalable à toute action éducative.

De plus, au niveau académique, départemental et dans les établissements scolaires, le comité d'éducation à la santé et à la citoyenneté (CESC) permet de coordonner les partenariats susceptibles de soutenir des projets pédagogiques et éducatifs aussi bien durant le temps scolaire que périscolaire des élèves.

Les interventions extérieures dans les lycées agricoles s'inscrivent dans le cadre de la liberté pédagogique de l'enseignant, l'autonomie de l'établissement, le respect des programmes et instructions du ministère de l'agriculture et de l'alimentation ainsi que de la sécurité des élèves. La plus grande vigilance est recommandée en ce qui concerne la qualité des intervenants extérieurs et le nécessaire respect de la diversité des opinions. En cas de doute, les chefs d'établissement sont invités à contacter l'autorité académique afin de valider l'opportunité d'une intervention extérieure.

Le recours à des intervenants formés et issus d'associations conventionnées ou agréées par l'éducation nationale au niveau national (liste disponible sur le site education.gouv.fr) ou académique est à privilégier afin de respecter les orientations de la politique éducative mise en œuvre.

Je vous remercie pour l'attention que vous porterez à la mise en place de ces partenariats qui participent au développement de choix éclairés chez les élèves dans le cadre d'une éducation à la responsabilité individuelle et collective.

Pour les ministres et par délégation

Le directeur général de l'enseignement scolaire / Le directeur général de l'enseignement et de la recherche

Jean-Marc HUART

Philippe VINÇON

-/-